

LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

ÉTENDUE DE L'ÉTUDE : TERRITOIRE NATIONAL



Enquête réalisée entre avril et mai 2023
Sous la direction de Dr Saikou Oumar Baldé

www.cerf-guinee.com
cerf@cerf-guinee.com



SOMMAIRE

- ▶ **Contexte et objectifs**
- ▶ **Note méthodologique et dispositif technique**
- ▶ **Résultats de l'enquête**
- ▶ **Synthèse et recommandations**
- ▶ **Annexes**





Contexte et objectifs



Contexte

- ▶ La problématique sur la discrimination contre les femmes, en particulier le respect de leur droit de participer à la conduite des affaires publiques et à la vie politique de leur pays fait aujourd'hui l'objet de débat dans la plupart des pays.
- ▶ Selon l'article 1er de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, **la discrimination contre la femme s'entend comme toute distinction, exclusion et/ou restriction fondée sur le sexe, qui a pour objet ou résultat de déconsidérer ou d'annuler la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, par la femme, indépendamment de son état civil et sur la base de l'égalité entre les hommes et les femmes, des droits humains et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans toute autre sphère.**

- ▶ **La République de Guinée a signé la Convention des Nations Unies sur les droits politiques de la femme le 19 mars 1975 avant de la ratifier le 24 janvier 1978.** Une convention qui a été ouverte à la signature en application de la résolution 640 (VII) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 décembre 1952. Cette convention stipule que les femmes auront, dans les conditions d'égalité avec les hommes, le droit de vote dans toutes les élections, sans aucune discrimination. Elles seront, dans les conditions d'égalité avec les hommes, éligibles à tous les organismes publiquement élus, constitués en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination. Malgré ces dispositions, la question de l'implication de la femme en politique et la lutte contre les discriminations est toujours d'actualité.



- La participation politique des femmes est très faible au sein des organisations politiques et de la société civile. Il a fallu attendre 2010 pour voir une femme candidate à la présidentielle en Guinée. Saran Daraba Kaba à la tête de la Convention démocratique panafricaine (CDP), seule femme en lice est arrivée 15e au premier tour du scrutin sur les 24 candidats avec seulement 0,39 % des voix.
- Pour la présidentielle du 11 octobre 2015, une seule femme également (comme en 2010), Marie Madeleine Dioubaté du Parti des écologistes de Guinée (PEG) sur les 8 candidats.
- Pour la présidentielle de 2020, il y a eu une évolution dans les candidatures par rapport à 2010 et 2015 avec deux candidates pour la première fois à une présidentielle. Makalé Traoré, candidate du Parti de l'Action Citoyenne pour le Travail (PACT) et Makalé Camara, candidate du parti Front pour l'Alliance nationale (FAN).
- Avec la détérioration des rapports et la multiplication des points de divergence sur la conduite de la transition entre le CNRD et certains partis politiques et acteurs de la société civile guinéenne après la prise du pouvoir du 5 septembre 2021, le président de la transition a institué, par le décret D/2022/0427/PRG/CNRD/SGG, un cadre de dialogue inclusif. Un cadre visant à favoriser des échanges constructifs entre le gouvernement, les partis politiques et la société civile autour de la transition. En application de ce décret, le Premier ministre, monsieur Bernard Goumou nommé par arrêté A/2022/2628/PM/CAB/SGG du 30 septembre 2022, trois facilitatrices, anciennes ministres, Docteure Makalé Traoré, Madame Hadja Aicha Bah et Madame Guilao Josephine Lenaud pour conduire le cadre de dialogue inclusif.
- C'est une première dans le cadre d'un dialogue interguinéen, que le processus soit conduit exclusivement par des femmes et un grand pas dans l'implication des femmes dans la vie politique. Toutefois, ces quelques exemples ne permettent pas d'apprécier une évolution globale de l'engagement politique des femmes.



- ▶ Malgré cette opportunité, le rapport final du cadre de dialogue interguinéen, présenté au Colonel Mamadi Doumbouya le 21 décembre 2022 par les trois facilitatrices, dans sa partie recommandations, aborde de façon sommaire la problématique de la participation politique des femmes en République de Guinée.
- ▶ Seulement trois points clés (dont deux sur la participation politique) sur les femmes sont inscrits dans ce rapport : d'abord l'absence de quota alloué aux femmes dans le code électoral (avec une recommandation pour une prise en compte de la question paritaire dans les prochains textes) ; ensuite un constat en défaveur des femmes dans le cadre du droit de la propriété domaniale, sur la partie juxtaposition entre de droit positif et le droit coutumier ; enfin, la lutte contre la violence basée sur le genre.
- ▶ *Comment les femmes en République de Guinée perçoivent-elles l'engagement politique ?*
- ▶ *Quels sont les facteurs déterminants qui favorisent ou empêchent l'engagement politique chez les femmes ?*
- ▶ *Comment les facteurs politiques, socioéconomiques et culturels influencent-ils sur la carrière politique des femmes dans le pays ?*
- ▶ *Quelles réformes faudrait-il envisager pendant la transition ?*
- ▶ *Quelles recommandations pour encourager les femmes à s'impliquer davantage en politique ?*



Objectifs

- ▶ **Étudier** : cette enquête a pour objectif de recueillir des données chiffrées sur le problème de la discrimination à l'encontre des femmes dans l'exercice de leur droit de participer à la conduite de la vie politique du pays, mais aussi de répondre aux questions sur la problématique de l'implication des femmes dans la vie politique guinéenne.
- ▶ **Comprendre** : elle vise ensuite à mieux comprendre les raisons d'un engagement ou désengagement politique des femmes en Guinée. Pourquoi s'engagent-elles ? Comment s'engagent-elles ? Quelles sont les contraintes qu'elles rencontrent
- ▶ **Orienter** : elle permet enfin d'orienter les réflexions sur les pistes et stratégies à envisager pour encourager davantage les femmes à s'engager en politique.





Note méthodologique



Dispositif technique

Cette étude ne concerne que les femmes âgées de 17 ans et plus et qui vivent en République de Guinée.



Échantillonnage, méthode et cible

- Taille de l'échantillon : **1067 femmes.**
- Cible : Femmes **âgées de 17 ans et résidentes en République de Guinée.**
- Étendue de l'étude : Territoire national.
- L'étude respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par questionnaire avec une marge d'erreur estimée à plus ou moins 3 % et un niveau de confiance de 95 %.



Administration du questionnaire

- Face à face à l'aide d'enquêteurs.
- Le questionnaire a été administré du 13 au 23 avril 2023 avec une durée moyenne de 7 min par questionnaire.



Représentativité de l'échantillon

- La représentativité de l'échantillon a été établie par la méthode des quotas appliquée aux variables de **sexe, d'âge, de niveau d'études, après stratification par région d'habitation.**
- Elle s'appuie sur les dernières données publiées dans le Décret D/2015/229/PRG/SGG portant publication des résultats définitifs du troisième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH3) réalisé du 1er mars au 2 avril 2014.



Analyse des données

- Les données sont analysées avec une pondération pour corriger les biais de l'échantillonnage et redresser l'échantillon.
- Le tri à plat et le tri croisé ont été utilisés pour l'analyse des données.



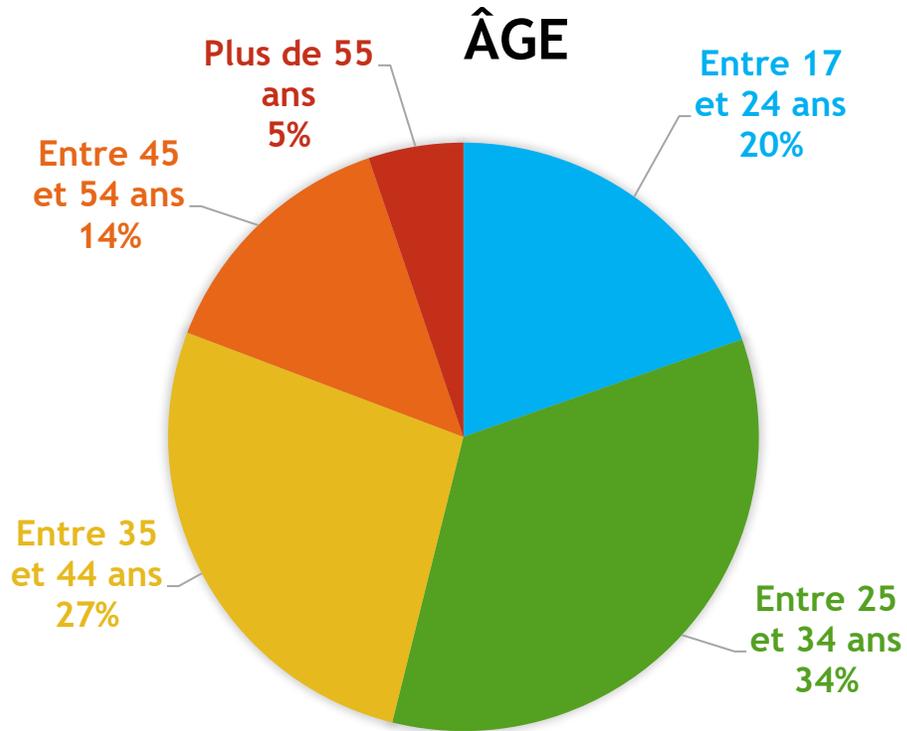
Caractéristiques de l'échantillon (1/2)

Données avant le terrain			Données issues du terrain			Différence
Régions	Femmes	Pourcentage	Femmes à interroger	Femmes effectivement interrogées	Pourcentage de l'échantillon réel	
Conakry	827 218	15,21%	162	159	15,60 %	-3 femmes
Boké	556 228	10,23%	109	102	10,01 %	-7 femmes
Faranah	490 731	9,02%	97	95	9,32 %	-2 femmes
Kankan	992 087	18,24%	193	189	18,55 %	-4 femmes
Kindia	812 162	14,93%	161	139	13,64 %	-22 femmes
Labé	545 599	10,03%	108	102	10,01 %	-6 femmes
Mamou	399 180	7,34%	76	75	7,36 %	-1 femmes
N'Zérékoré	815 749	15,00%	161	158	15,51 %	-3 femmes
Total	5 438 954	100 %	1 067	1 019 femmes (soit 95 % de l'échantillon initial)	100 %	-48 femmes



Caractéristiques de l'échantillon (2/2)

ÂGE

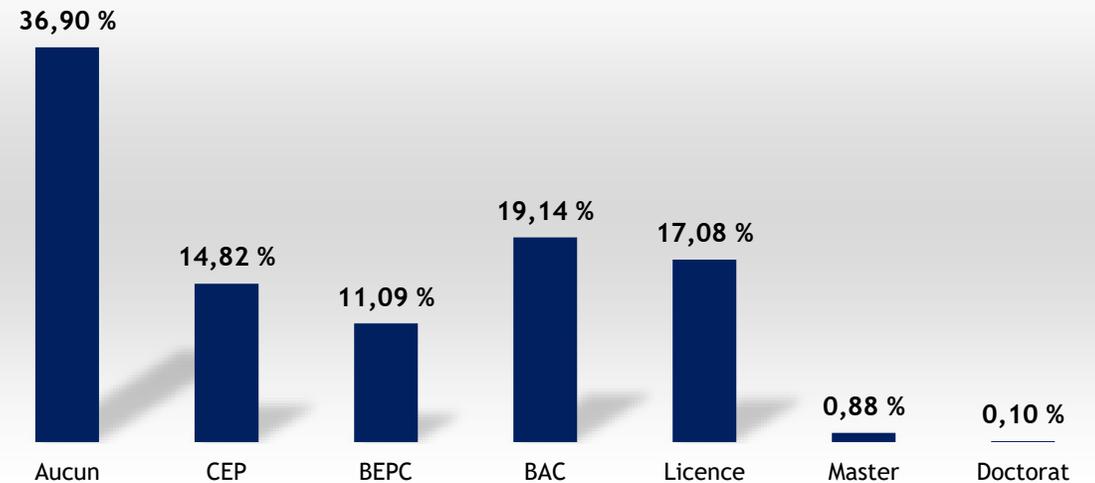


Pour cette étude:

- 34% des femmes ont entre 25 et 34 ans;
- 27% ont entre 35 et 44 ans;
- 20% ont entre 17 et 24 ans;
- 14% ont entre 45 et 54 ans; et
- 5% ont 55 ans et plus.

- ▶ **36,90 % des femmes n'ont atteint aucun niveau d'études ;**
- ▶ 14,82 % des femmes ont le niveau CEP ;
- ▶ 11,09 % des femmes ont le niveau BEPC ;
- ▶ 19,14 % ont le niveau BAC ;
- ▶ 17,08 % des femmes ont le niveau Licence ;
- ▶ 0,88 % des femmes ont le niveau Master ; et
- ▶ 0,10 % des femmes ont le niveau Doctorat.

Niveau d'études



Quel est votre niveau d'études?

Base d'analyse 1019 femmes → 100% de l'échantillon





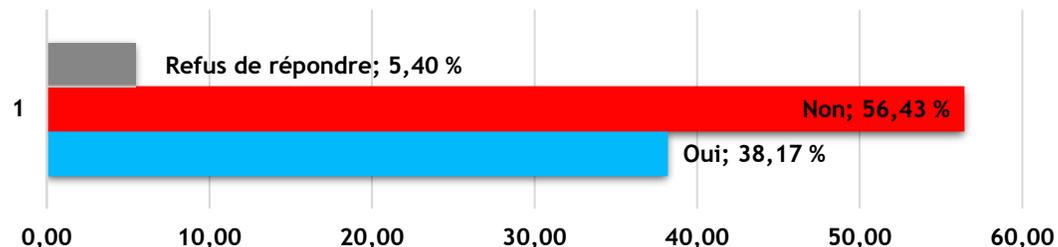
Résultats de l'enquête



Les femmes guinéennes aiment-elles la politique ?

Plus de la moitié des femmes guinéennes n'aiment pas la politique

Aimez-vous la politique ?



- ▶ Plus de la moitié des femmes guinéennes n'aiment pas la politique. 56,43 % des femmes déclarent ne pas aimer la politique.
- ▶ 38,17 % des femmes déclarent aimer la politique.
- ▶ 5,40 % de refus de répondre.

→ Chez les femmes âgées de 17 à 24 ans, 8,2 % aiment la politique, 11,1 % n'aiment pas la politique et 0,3 % d'entre elles refusent de répondre.

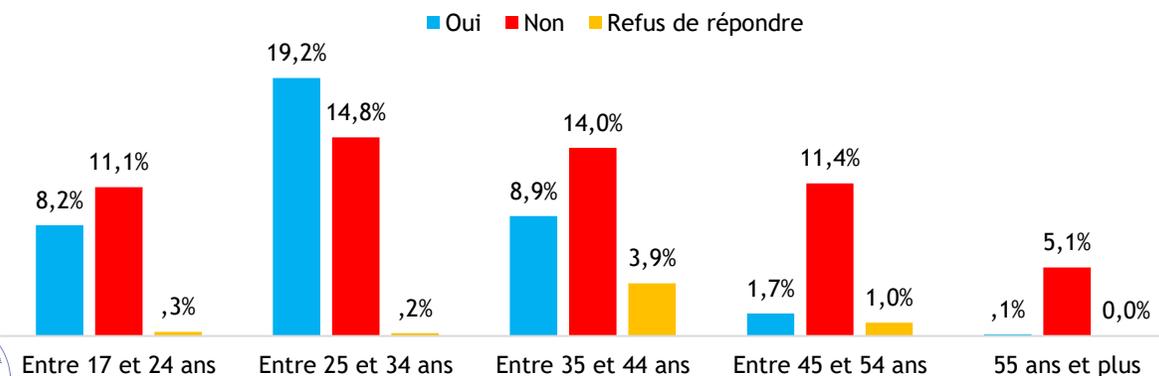
→ Chez les femmes âgées de 25 à 34 ans, 19,2 % affirment aimer la politique. C'est le pourcentage le plus élevé. 14,8 % n'aiment pas la politique et 0,2 % des femmes ont refusé de répondre.

→ 8,9 % des femmes ayant entre 35 et 44 ans aiment la politique, 14 % n'aiment pas et 3,9 % pour cette tranche d'âge refusent de répondre à cette question.

→ 1,7 % des femmes âgées de 45 à 54 ans aiment la politique, 11,4 % n'aiment pas et 1 % d'entre elles refusent de répondre.

→ Chez les 55 ans et plus, moins de 1 % d'entre elles aiment la politique et 5,1 % n'aiment pas.

Croisement sentiment politique et âge



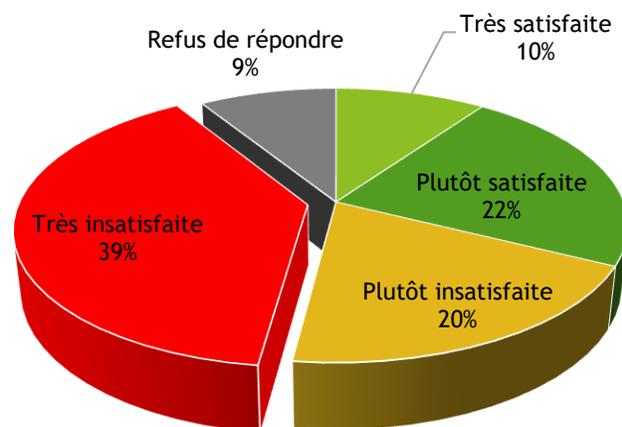
Aimez-vous la politique ?
Base d'analyse 1019 femmes → 100% de l'échantillon.

Aimez-vous la politique ? * Quel âge avez-vous? Croisement entre le sentiment politique et l'âge.
Base d'analyse 1019 femmes → 100% de l'échantillon.

Comment perçoivent-elles l'engagement politique ?

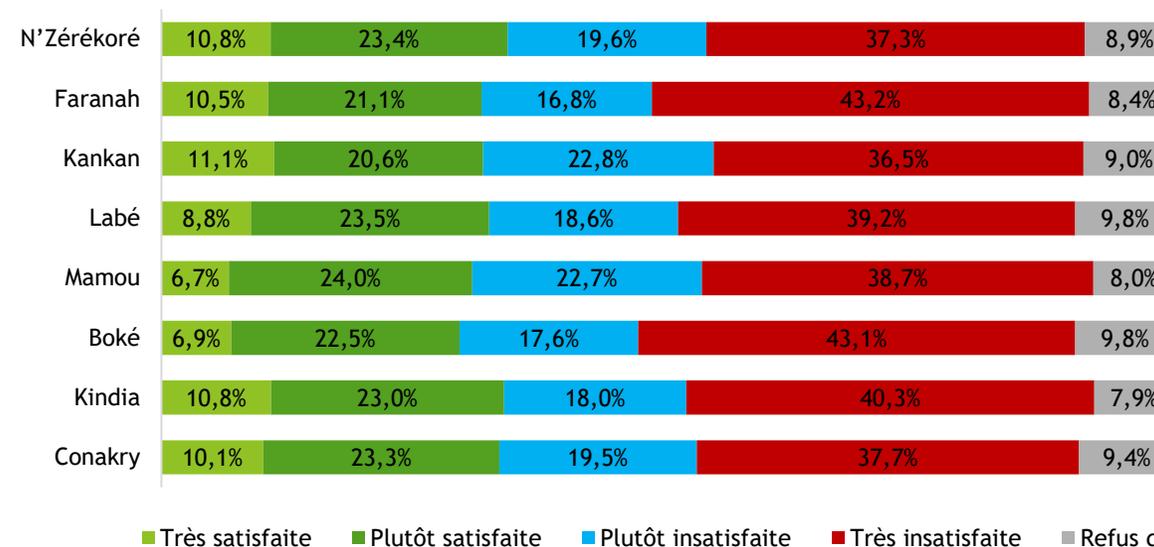
Dans toutes les régions de la Guinée les femmes guinéennes restent très insatisfaites de leurs implications en politique.

Êtes-vous satisfaite du niveau d'implication des femmes en politique en Guinée ?



- Près de 4 femmes sur 10 sont très insatisfaites du niveau d'implication des femmes en politique en République de Guinée. C'est 39 % des femmes guinéennes.
- 20 % d'entre elles sont plutôt insatisfaites,
- 22 % d'entre elles sont plutôt satisfaites,
- 9 % d'entre elles refusent de répondre, et
- c'est seulement 10 % des femmes guinéennes qui sont très satisfaites.

Niveau de satisfaction dans chaque région



- En analysant région par région et en faisant un croisement entre la question « *Êtes-vous satisfaite du niveau d'implication des femmes en politique en Guinée ?* » et la *région d'habitation*, on se rend compte que les régions de **Faranah, Boké et Kindia** sont celles qui sont le plus insatisfaites.
- C'est à **Conakry (37,7%), Kankan (36,5%) et à N'Zérékoré (37,3%)** où le sentiment d'insatisfaction est le plus faible.

Êtes-vous satisfaite du niveau d'implication des femmes en politique en Guinée ?
Base d'analyse 1019 femmes → 100% de l'échantillon.

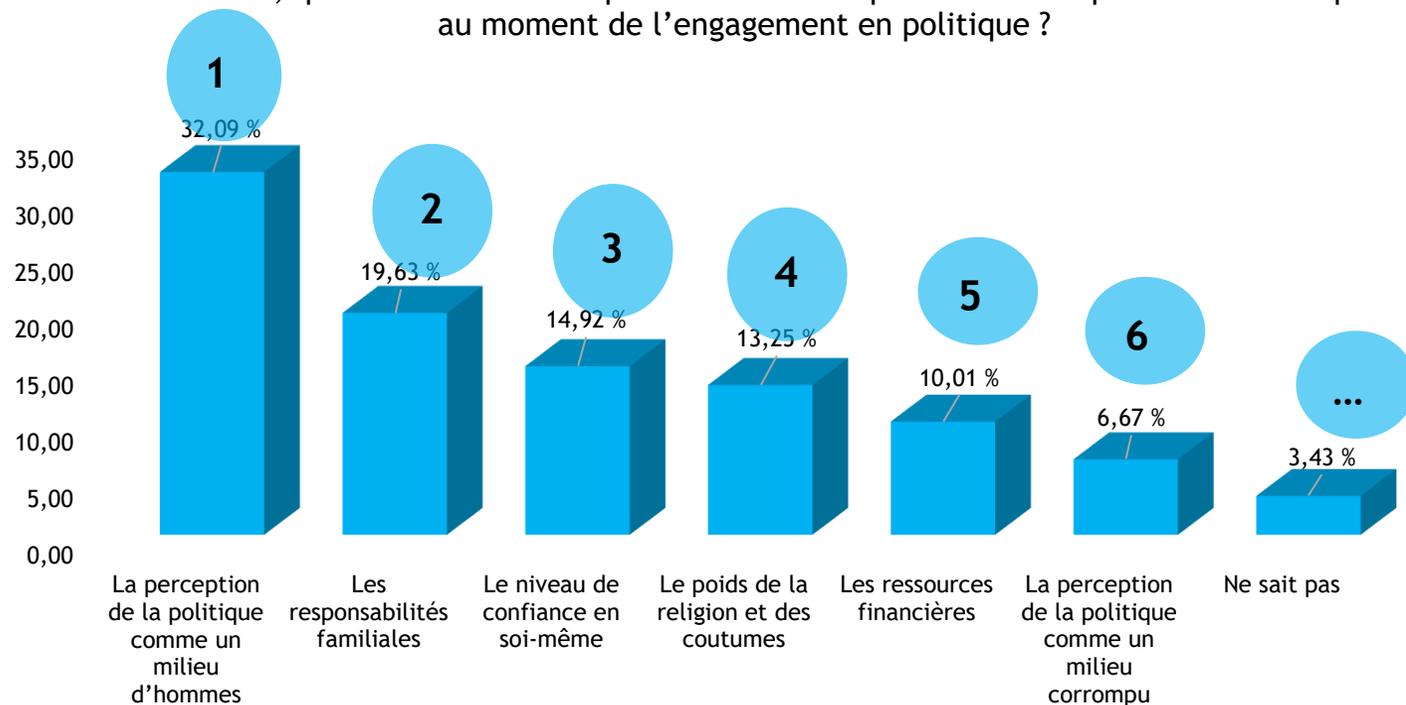


Êtes-vous satisfaite du niveau d'implication des femmes en politique en Guinée ?
Base d'analyse 1019 femmes → 100% de l'échantillon.
Croisement entre le niveau d'implication et la région d'habitation.

Les facteurs déterminants

La perception de la politique comme un milieu d'hommes et les responsabilités familiales sont les facteurs les plus influents au moment de l'engagement des femmes en politique.

À votre avis, quel est le facteur le plus déterminant que les femmes prennent en compte au moment de l'engagement en politique ?



→ 32 % des Guinéennes estiment que **le facteur le plus déterminant que les femmes prennent en compte au moment de l'engagement en politique c'est le fait de percevoir la politique comme un milieu d'homme.**

→ Ensuite viennent **les responsabilités familiales** en deuxième position (19,63 % des femmes).

→ 14,92 % des femmes estiment que **le niveau de confiance en soi** est le facteur le plus déterminant au moment de l'engagement en politique.

→ 10,01 % des femmes estiment que ce sont **les ressources financières** qu'elles prennent en compte.

→ 6,67 % d'entre elles estiment que c'est **le fait de percevoir la politique comme un milieu corrompu.**

→ Enfin, 3,43 % des femmes affirment ne pas savoir.

À votre avis, quel est le facteur le plus déterminant que les femmes prennent en compte au moment de l'engagement en politique ?
Base d'analyse 1019 femmes → 100% de l'échantillon.



Les facteurs influents lors de l'engagement politique chez les femmes ?

La prédominance d'un modèle masculin dans la vie politique guinéenne comme premier facteur qui influence sur les différentes étapes (éligibilité, recrutement, élection, exercice du pouvoir) de la carrière politique des femmes en République de Guinée.

→ 39,4 % des Guinéennes estiment que la **prédominance d'un modèle « masculin » dans la vie politique guinéenne constitue le premier facteur qui influence sur les différentes étapes** (éligibilité, recrutement, élection, exercice du pouvoir) de la carrière politique des femmes.

→ 18,9 % des femmes pensent que **la conception que la société guinéenne a de la politique** constitue le premier facteur.

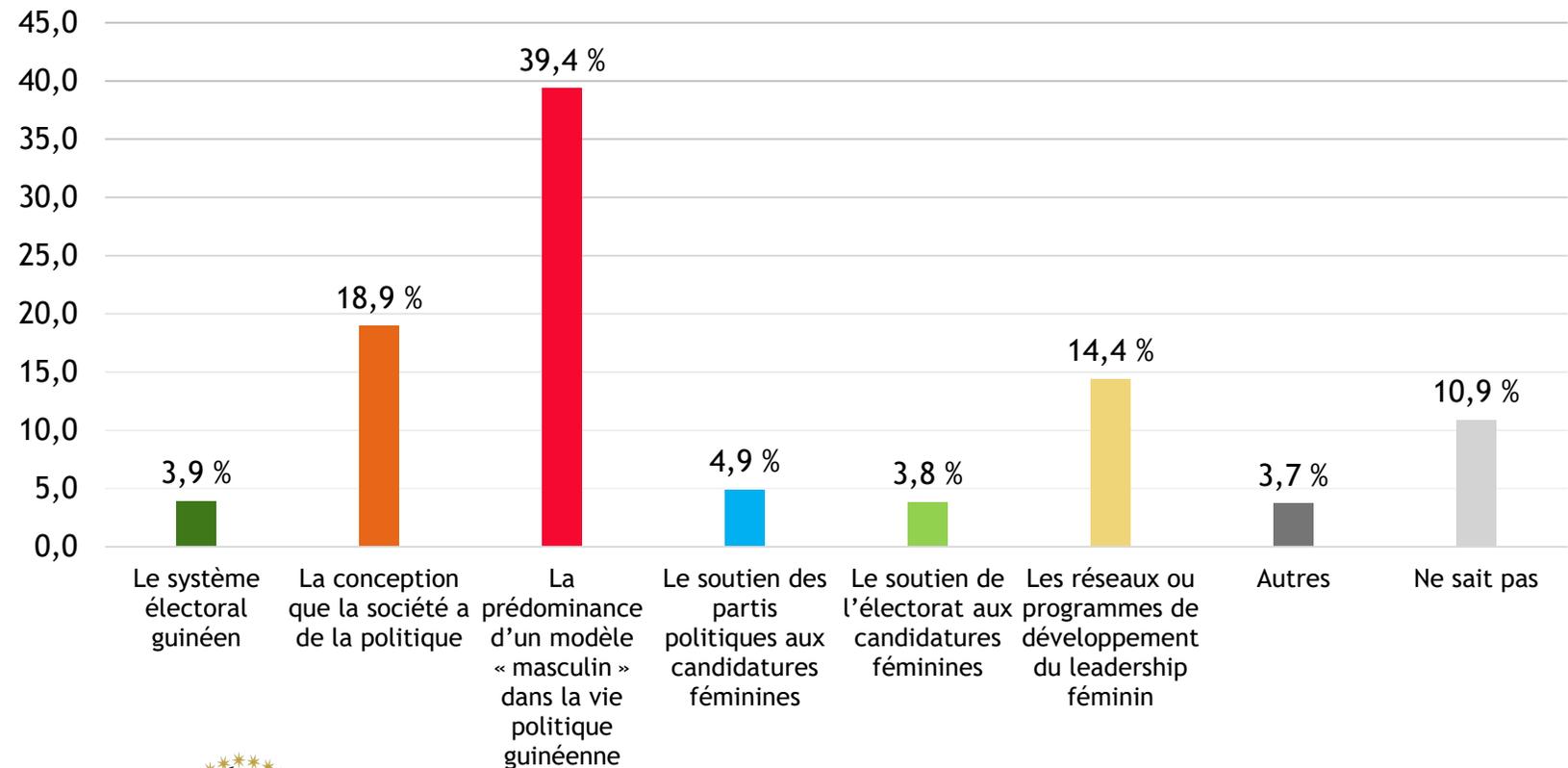
→ 14,4 % des femmes estiment que **les réseaux ou programmes de développement du leadership féminin** influencent le plus sur les différentes étapes de la carrière politique des femmes dans le pays.

→ 4,9 % d'entre elles estiment que c'est **le soutien des partis politiques aux candidatures féminines**.

→ 3,9 % d'entre elles pensent que c'est **le système électoral guinéen**. C'est à peu près le même pourcentage chez celles qui pensent que c'est **le soutien de l'électorat aux candidatures féminines** (3,8 %).

→ 3,7 % des femmes estiment que c'est d'autres facteurs non cités et 10,9 % d'entre elles ne savent pas.

LES FACTEURS QUI INFLUENCENT LE PLUS SUR LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DE LA CARRIÈRE POLITIQUE DES FEMMES EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

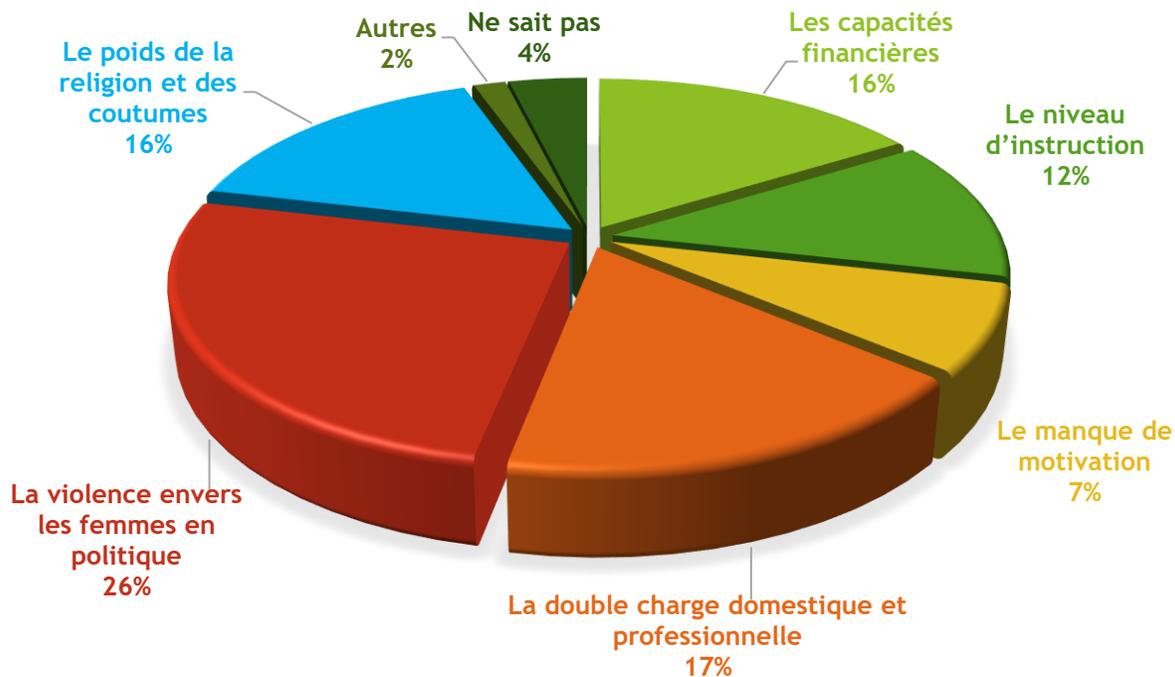


Les contraintes

Quels sont selon vous les facteurs qui empêchent les femmes d'entreprendre une carrière politique en République de Guinée ?

La violence envers les femmes en politique, la double charge domestique et professionnelle ainsi que le poids de la religion et des coutumes comme les premiers facteurs qui empêchent l'engagement politique des femmes en Guinée.

LES FACTEURS QUI EMPÊCHENT LES FEMMES D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE ?



→ Pour 26 % des femmes guinéennes, **la violence envers les femmes en politique constitue le premier facteur** qui les empêche d'entreprendre une carrière politique dans le pays.

→ 17 % d'entre elles affirment que c'est **la double charge domestique et professionnelle**. On les rencontre beaucoup plus chez les femmes âgées de 35 ans et plus.

→ 16 % d'entre elles estiment que c'est **le poids de la religion et des coutumes** qui les empêchent d'entreprendre une carrière politique.

→ Ces premiers facteurs sont suivis par **les capacités financières** (16 %) ; le **niveau d'instruction** (12 %) et **le manque de motivation** (7 %).

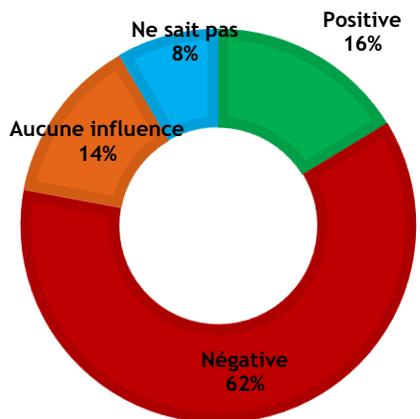
→ 2 % d'entre elles estiment que c'est d'autres facteurs (non cités) qui constitueraient la cause et 4 % des femmes affirment ne pas savoir.

Quels sont selon vous les facteurs qui empêchent les femmes d'entreprendre une carrière politique en République de Guinée ?
Base d'analyse 1019 femmes → 100% de l'échantillon.



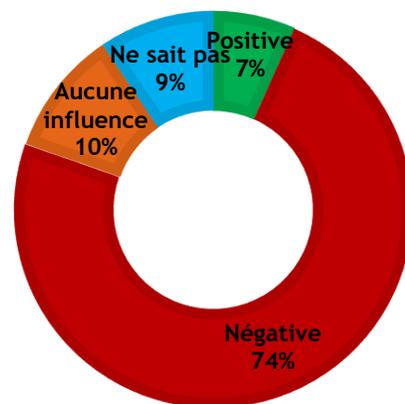
Comment qualifiez-vous l'influence des éléments suivants sur les différentes étapes (éligibilité, recrutement, élection, exercice du pouvoir) de la carrière politique des femmes en République de Guinée ?

LA SOCIALISATION ET L'ÉDUCATION REÇUES



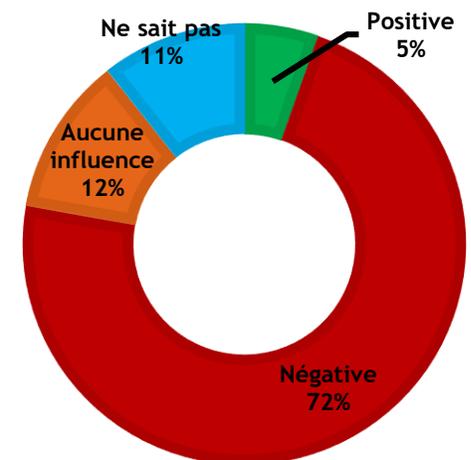
- La **socialisation et l'éducation reçues** comme des éléments d'influence **négative (62 %)** sur les différentes étapes de la carrière politique des femmes en Guinée.
- Cependant, 16 % des femmes estiment que l'éducation reçue ainsi que la socialisation sont des éléments positifs sur les différentes étapes de la carrière politique des femmes.
- 14 % d'entre elles estiment que ces éléments n'ont aucune influence ; et 8 % des femmes affirment ne pas savoir.

LES STÉRÉOTYPES ET RÔLES SOCIAUX ATTENDUS



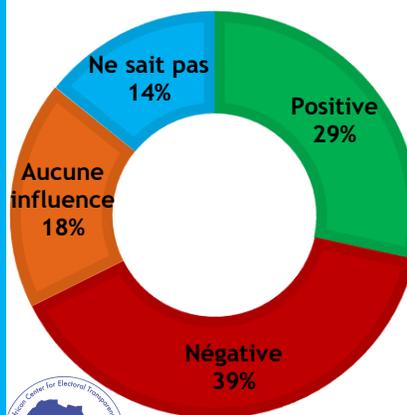
- Les **stéréotypes et rôles sociaux attendus** comme des éléments qui influencent négativement (74 %) sur les différentes étapes de la carrière politique des femmes.
- C'est seulement 7 % des femmes qui estiment que les stéréotypes et rôles sociaux attendus ont une influence positive.
- 10 % d'entre elles estiment qu'ils n'ont aucune influence ; et 9 % des femmes affirment ne pas savoir.

LA DIVISION DU TRAVAIL EN PLACE



- **72 %** des femmes estiment que **la division du travail en Guinée a une influence négative sur les différentes étapes de la carrière politique des femmes.**
- C'est seulement 5 % d'entre elles qui pensent le contraire. 12 % des femmes affirment qu'elle n'a aucune influence et 11 % affirment ne pas savoir.

L'IMAGE DES FEMMES ET DES HOMMES VÉHICULÉE PAR LES MÉDIAS

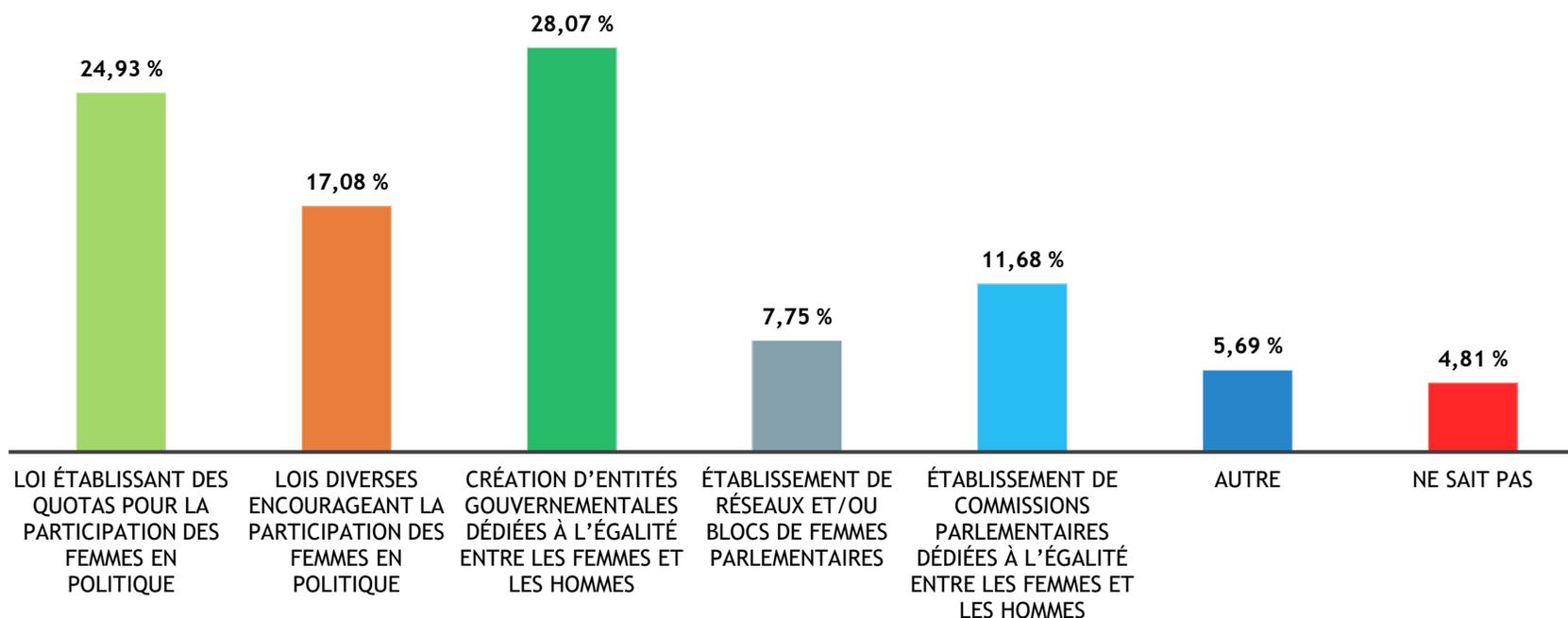


- **Près de 4 femmes sur 10 (39 %) estiment que l'image des femmes et des hommes véhiculée par les médias est négative** pour la carrière politique des femmes dans le pays.
- Toutefois, **29 %** d'entre elles estiment que l'image des femmes et des hommes véhiculée par les médias est positive pour la carrière politique des femmes.
- 18 % des Guinéennes estiment qu'elle n'a aucune influence et 14 % affirment ne pas savoir.

Quelles réformes faudrait-il envisager pendant la transition ?

La création d'entités gouvernementales dédiées à l'égalité entre les femmes et les hommes doit être la première réforme à envisager pour encourager la participation politique des femmes en Guinée.

Initiatives à prendre pour encourager la participation des femmes



→ Dans le cadre de cette étude, **28,07 % des femmes estiment que la création d'entités gouvernementales dédiées à l'égalité entre les femmes et les hommes** permettra d'encourager les femmes à participer davantage en politique.

→ 24 % des femmes pensent qu'il faut **une loi établissant des quotas** pour la participation des femmes en politique.

→ 17,08 % des femmes pensent qu'il faut **des lois diverses encourageant la participation de femmes en politique**.

→ 11,68 % des femmes estiment qu'il faudrait **établir des commissions parlementaires dédiées à l'égalité entre les femmes et les hommes**.

→ 7,75 % des femmes estiment qu'il faudrait plutôt **établir un réseau et/ou bloc de femmes parlementaires**.

→ 5,68 % des femmes préfèrent d'autres initiatives et 4,81 % affirment ne pas savoir.

Dans le cadre de la transition en cours, quelles initiatives devraient être proposées pour encourager la participation des femmes en politique en République de Guinée ?

Base d'analyse 1019 femmes → 100 % de l'échantillon.



Quelles initiatives doivent être encouragées par les partis politiques et la société civile sur la participation des femmes en politique ?

Les partis politiques et la société civile doivent développer des programmes de leadership féminin et établir des quotas à l'interne.

→ 33,76 % des Guinéennes estiment que **les partis politiques et la société civile doivent développer des programmes de développement du leadership féminin.**

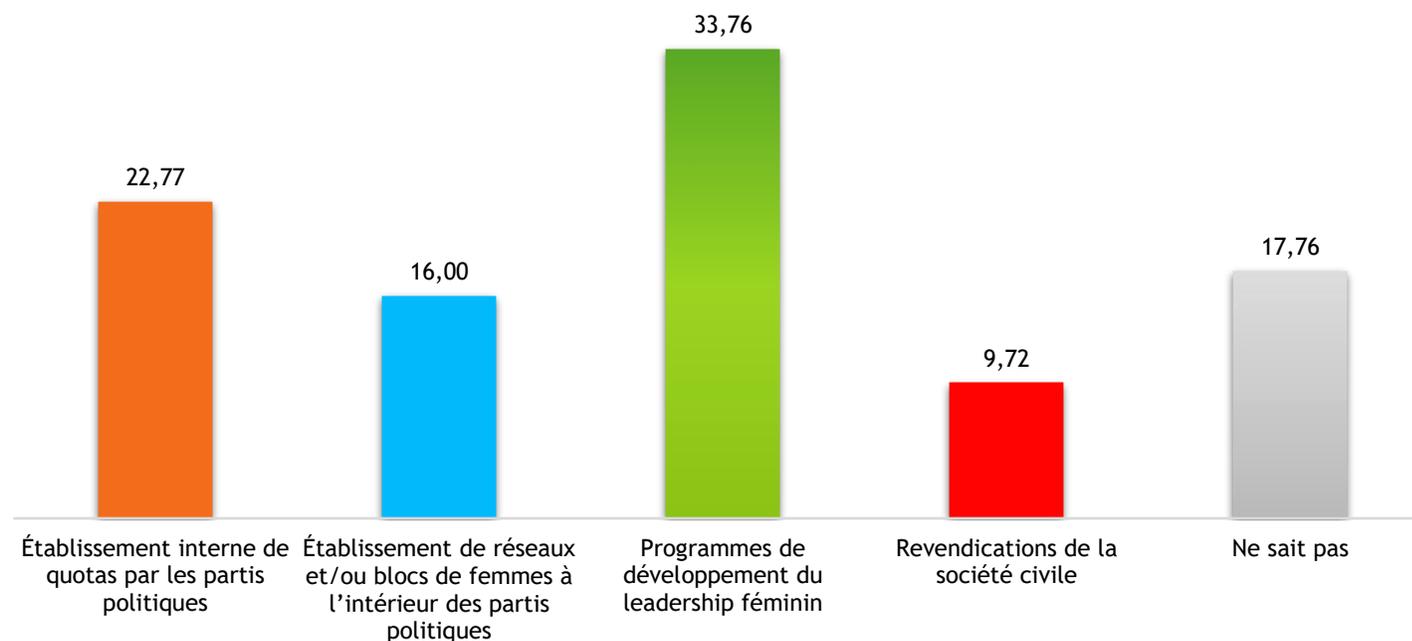
→ Pour 22,77 % d'entre elles, la principale initiative qui doit être encouragée, c'est **l'établissement interne de quotas par les partis politiques.**

→ Pour 16 % des femmes, il faut encourager **l'établissement de réseaux et/ou blocs de femmes à l'intérieur des partis politiques.**

→ Pour 9,72 % des guinéenne, il faut tenir compte des revendications de la société civile en matière d'incitation pour une participation politique des femmes.

→ 17,76 % affirment ne pas savoir. Un pourcentage qui reste tout de même très élevé.

Quelles initiatives doivent être encouragées par les partis politiques et la société civile sur la participation des femmes en politique ?



Quelles initiatives doivent être encouragées par les partis politiques et la société civile sur la participation des femmes en politique ?

Base d'analyse 1019 femmes → 100 % de l'échantillon.





Synthèse et recommandations



Synthèse de l'étude

- Ces travaux nous ont permis de tirer plusieurs enseignements sur la participation politique des femmes en République de Guinée. L'étude montre en effet que **plus de la moitié des femmes n'aiment pas la politique et elles restent très insatisfaites de leurs engagements en politique** et cela, quelle que soit la région d'habitation.
- Les facteurs les plus déterminants que les femmes prennent en compte au moment de l'engagement en politique sont **la perception de la politique comme un milieu d'homme, les responsabilités familiales, le niveau de confiance en soi et le poids de la religion et des coutumes.**
- Cette étude nous enseigne ensuite que **le premier facteur qui influence le plus sur les différentes étapes (éligibilité, recrutement, élection, exercice du pouvoir) de la carrière politique des femmes en République de Guinée c'est la prédominance d'un modèle masculin dans la vie politique.** C'est près de 40 % (39,4 %) des femmes guinéennes qui le pensent. D'autres facteurs comme **la conception que la société guinéenne a de la politique, l'influence des réseaux ou le programme de développement du leadership féminin ou le soutien des partis politiques aux candidatures féminines** entre autres reviennent le plus souvent. Selon les femmes, le système électoral guinéen influence très peu (seulement 3,9 %) sur les différentes étapes de la carrière politique des femmes. Ce qui montre la faiblesse du système électoral dans le cadre de l'incitation à la participation politique des femmes.
- **La violence envers les femmes en politique (violence basée sur le genre), la double charge domestique et professionnelle ainsi que le poids de la religion et des coutumes restent les premiers facteurs qui empêchent l'engagement des femmes en politique.** Ces facteurs sont suivis par les capacités financières (16 %) ; le niveau d'instruction (12 %) et le manque de motivation (7 %).
- Enfin, **les stéréotypes et rôles sociaux attendus, la socialisation et l'éducation reçues, la division du travail en place et l'image des femmes véhiculés par les médias** ont une influence négative sur l'engagement et la carrière politique des femmes.



Recommandations

Au gouvernement, au CNT, aux organisations de la société civile, aux partis politiques, aux chercheurs, médias, leaders d'opinion, etc.

1. Faire des travaux de déconstruction des stéréotypes, des préjugés et lutter contre la promotion d'une société *androcentrée*.
2. Créer une entité gouvernementale spécialement dédiée à l'égalité entre les femmes et les hommes pour encourager les femmes. Favoriser l'accès à l'éducation pour les filles et les femmes, pour augmenter leur niveau de participation politique. Mettre une commission nationale de suivi et d'évaluation des avancées.
3. Élaborer des lois diverses encourageant la participation des femmes en politique et ouvrir un débat sur la possibilité de l'établissement (post-transition) d'une commission parlementaire dédiée à l'égalité entre les femmes et les hommes.
4. Mettre en place des quotas de représentation des femmes dans les partis politiques et les institutions gouvernementales (établir en interne des quotas sur les postes de responsabilité et établir ou renforcer les réseaux et blocs de femmes au sein des partis.).
5. Sensibiliser et former la population sur l'importance de la participation politique des femmes.
6. Créer des programmes de mentorat pour les femmes intéressées par la politique, afin de les aider à surmonter les obstacles et à développer leurs compétences en leadership.
7. Encourager la création de réseaux de femmes politiques pour faciliter les échanges d'informations, les conseils et le soutien mutuel.
8. Mettre en place des mécanismes de financement public pour soutenir les campagnes des femmes candidates.
9. Lutter contre les stéréotypes de genre et les pratiques culturelles discriminatoires qui limitent la participation politique des femmes.
10. Encourager la participation des femmes dans les processus électoraux en tant qu'observatrices et agents électoraux.
11. Promouvoir la mise en place de politiques d'égalité de genre dans les programmes gouvernementaux et multiplier les programmes de développement du leadership féminin.
12. Encourager la participation des femmes dans les médias en tant que journalistes, commentatrices politiques et analystes, pour assurer une couverture équitable de la politique et des problèmes qui affectent les femmes.





CENTRE DE RECHERCHE CERF

&

AFRICAN CENTER FOR ELECTORAL TRANSPARENCY (ACET)

www.cerf-guinee.com

cerf@cerf-guinee.com